

## Congrès de l'AFSP, Strasbourg, 2011

### **ST33. Communication politique et mobilisation électorale. Bilan et perspectives des dispositifs d'enquête**

### ***ST33. Political communication and electoral mobilization. State of the art and perspectives for research design***

Audemard Julien, Université Montpellier 1 / CEPEL, [julien\\_audemard@yahoo.fr](mailto:julien_audemard@yahoo.fr)

### **Saisir l'importance de la communication politique entre citoyens ordinaires : une perspective théorique et méthodologique.**

(Version provisoire. Ne pas citer. Ne pas faire circuler.)

La communication politique fait depuis longtemps partie des préoccupations majeures des chercheurs en sciences sociales. Elle reste pourtant envisagée quasi exclusivement comme un processus top down, des élites vers les électeurs<sup>1</sup>.

C'est au milieu des années 1940 qu'une fascination scientifique se crée autour du phénomène de la propagande – c'est-à-dire l'explosion de la sphère médiatique, avec le développement de la radio, et son impact sur les citoyens – et qu'apparaît le modèle dit de « la seringue hypodermique ». Dans ce contexte, les chercheurs de l'Ecole de Columbia vont souligner au contraire la faiblesse relative des messages politiques véhiculés par les médias, lors d'une étude menée au cours de la campagne présidentielle américaine de 1940 opposant Willkie et Roosevelt (Lazarsfeld, Berelson, Gaudet 1948). Se représentant l'image de citoyens passionnés par l'arène politique, la préoccupation première des chercheurs est de mesurer l'impact des messages produits par les élites sur la communauté des votants. Nous nous trouvons alors dans une ère d'explosion de la sphère médiatique et plus particulièrement de la radio. Il semblait ainsi tout à fait normal que les individus, en citoyens responsables, s'informent par le biais des médias et se forment par là même une opinion sensée être matérialisée par un vote en faveur de l'un ou l'autre des candidats à l'élection. En d'autres termes, il était attendu que la construction par chaque citoyen de sa réalité politique se fasse *politiquement*.

Au lieu de cela, les chercheurs vont mettre en évidence le mécanisme du *two-step flow of communication*. Selon ce schéma bien connu, les messages véhiculés par les médias durant la campagne ne touchent pas directement l'ensemble des électeurs, plutôt désintéressés par les affaires publiques, mais seulement une partie d'entre eux, les *leaders d'opinion*, individus plus compétents, plus politisés, qui suivent la campagne, décryptent les messages médiatiques et les retransmettent au sein de leurs entourages directs. Autrement dit, Lazarsfeld et ses collègues soulignent ainsi l'importance des discussions quant à la propagation des messages politiques. La communication politique n'apparaît plus seulement comme un processus *vertical*, mais aussi comme un processus *horizontal*.

Après une période faste (Berelson, Lazarsfeld, McPhee 1967 ; Lazarsfeld, Katz 2008 ; Merton

---

<sup>1</sup> À titre d'exemple, Philippe Braud, dans son manuel de sociologie politique, définit la communication politique comme l'« échange de messages (informations et significations symboliques) entre les acteurs politiques ou entre eux et les citoyens » (2002).

1965), ce modèle tomba peu à peu dans l'oubli jusqu'à sa renaissance au début des années 1980 (Huckfeldt 1986). Depuis, les travaux portant sur la discussion politique se sont multipliés (Huckfeldt, Johnson, Sprague 2004 ; Walsh 2004 ; Mutz 2002), mais peu de chercheurs se prêtent à l'exercice d'une véritable réutilisation du cadre d'analyse « lazarsfeldien » lorsqu'il s'agit de parler de communication politique.

Cet angle d'approche est pourtant pertinent à plusieurs égards. Comme nous l'avons déjà précisé, il s'agit d'un modèle d'analyse relativement peu confronté au contexte contemporain, notamment en France. Malgré les limites évoquées précédemment, des travaux montrent que l'influence des messages issus de l'élite ne peut pas être comprise sans prendre en compte des processus sociaux (Walsh 2004). De plus, d'un point de vue normatif, ce modèle s'inscrit dans un champ d'analyse plus vaste, celui de la nature de l'espace démocratique. S'opposent ici deux perspectives normatives distinctes. Comme l'écrit Katherine Cramer Walsh, l'analyse de l'interaction informelle a des implications pour les modèles habituellement utilisés pour décrire la démocratie. Ces deux modèles sont au nombre de deux : le modèle de l'individualisme libéral et celui du civisme républicain. Le premier considère que les individus abandonnent leur identité sociale lorsqu'ils s'engagent dans l'interaction. Cette étude montre au contraire que l'identité sociale des individus est primordiale lorsque ceux-ci interagissent. Le second avance que les identités sociales et le sens de la communauté sont premiers à l'interaction, les actions individuelles se faisant au nom de la communauté. La encore, l'étude montre que la communauté se définit au travers des interactions. Or, le développement d'une vision de l'espace démocratique reste un des objectifs essentiels de la recherche en communication politique (Gastil 2008).

Notre propos est ainsi de souligner l'importance de la prise en compte des mécanismes d'échanges horizontaux et la pertinence d'une telle approche pour enrichir l'analyse de la communication politique. C'est grâce à la mise en œuvre d'un dispositif d'enquête original que nous traiterons cette question. Au cours de ces deux dernières années, nous avons demandé à dix de nos proches (parents proches et amis) de remplir et distribuer à deux reprises un questionnaire portant sur leurs opinions politiques à d'autres personnes issues de leur entourage, ces dernières ayant la possibilité de distribuer à nouveau le questionnaire. À partir de l'analyse des rapports entre les différents protagonistes de l'enquête d'une part, et celle des choix de distribution du questionnaire d'autre part, nous avons pu dégager des hypothèses intéressantes en vue de progresser dans la compréhension des discussions politiques. La confrontation de l'étude des relations créées par le dispositif d'enquête et des données obtenues grâce aux questionnaires nous permet de progresser dans l'analyse des logiques guidant la discussion politique informelle. Nous défendrons l'idée que ces différentes logiques ont des conséquences pour les mécanismes de communication politique verticale.

Avant cela, nous voulons revenir sur ce qui est un véritable défi méthodologique. Partir du postulat que les conversations ont une incidence sur les choix et des opinions politiques individuelles est une hypothèse intéressante sur le plan théorique. Encore faut-il trouver le moyen de la vérifier *empiriquement*. Une brève analyse de la littérature existante sur le sujet montre que leur étude pose un réel défi méthodologique et épistémologique.

### ***Les enjeux méthodologiques de l'analyse des conversations politiques.***

La genèse de ce défi trouve son origine dans l'étude du « leadership d'opinion », aux Etats-Unis, à partir des années 1940. Lazarsfeld et ses collègues théorisèrent le concept de « leader d'opinions » et le mécanisme du « *Two-step Flow of Communication* ». C'est à partir de ce moment que les sciences de la communication ont commencé à s'intéresser aux conversations au travers de la figure du leader d'opinion. Les discussions informelles sont appréhendées au

travers de dispositifs quantitatifs. L'objectif de ces travaux fut de concilier représentativité et prise en compte des micros relations, ce qu'exprime parfaitement Elihu Katz (1957) : « The central methodological problem [...] has been to take account of interpersonal relations and still preserve the economy and representativeness which the random, cross-sectional sample affords. »

Cette tension entre volonté d'analyser les micro-relations et représentativité joue le plus souvent en faveur de la représentativité contre l'étude des relations personnelles en elles-mêmes. Lorsque ces analyses prennent le parti d'étudier « en profondeur »<sup>2</sup> un ensemble complexe de relation cet ensemble est très souvent confiné à un espace géographique ou à un groupe bien délimité. Cela revient à prendre le risque d'ignorer certaines relations qui ne prendraient pas place dans l'espace étudié, ou encore des relations plus complexes qui mobiliseraient des logiques héritées de divers univers sociaux. Lorsqu'elles partent des individus au lieu des groupes, certaines études n'arrivent pas pour autant à se défaire de l'écueil du déclaratif<sup>3</sup>. La plupart des études quantitatives se contentent ainsi de déduire la composition politique des environnements sociaux à partir de réponses à des questions fermées. De plus, ces travaux font en général l'économie d'une véritable définition de ce qu'est la discussion politique.

Face à ce constat, tout laisserait à penser que c'est du côté des approches ethnographiques qu'il faut chercher la réponse à ce défi méthodologique. À ce propos, Céline Braconnier (2010) parle de l'analyse ethnographique comme « [la méthode la plus adaptée] à la compréhension des processus d'influence, jusques et y compris ceux qui s'exercent dans le cadre d'interactions discursives ». Récemment, on a vu fleurir des travaux de ce genre aux Etats-Unis et en France (Walsh 2004 ; Harris Laceywell 2004 ; Goulet 2010).

Ces travaux ethnographiques nous fournissent un matériel empirique extrêmement riche. Ils permettent d'une part de comprendre ce qui se joue réellement au sein des interactions, là où la plupart des travaux quantitatifs se limitent à la description de la composition sociale et politique des réseaux sociaux pour en tirer des conclusions sur le rôle joué par les rapports entre individus. D'autre part, ces travaux illustrent également les processus de communication qui relèvent de ce qui n'est pas oral. Or, ces attitudes non-verbales sont aussi partie prenante de l'interaction. Pourtant, ces travaux présentent également un certain nombre de limites dans l'analyse de l'objet. La première tient aux espaces analysés par ces approches ethnographiques. Contrairement à ce que véhicule l'image du village français traditionnel, les relations structurantes dans la vie d'un individu ne tiennent plus au sein d'espaces clairement limités. Pour le dire autrement, exception faite peut-être des milieux très populaires, un individu ne vit pas forcément où vivent les personnes avec qui il discute de politique. Il semble donc nécessaire de sortir de ces lieux géographiquement délimités pour pouvoir observer d'autres formes d'interaction que celles relevant de la sociabilité de voisinage. Dans ce contexte, comme le souligne Nicolas Mariot (2010), les ethnographies sur le sujet confondent trop souvent les termes « populaire » et « ordinaire », un peu comme si les discussions politiques renvoyaient indubitablement aux formes sous lesquelles elles se pratiquent dans les milieux que l'on décrit habituellement comme populaires. Le problème de cette approche n'est pas le fait d'orienter l'analyse vers les milieux populaires, mais de considérer que seuls ces milieux permettent d'appréhender l'ordinaire en politique. Comme le

---

<sup>2</sup> Les études sociométriques, par exemple, ont pour objectif d'analyser la structure de systèmes de relations, structure supposée être explicative du phénomène étudié. C'est ce protocole d'enquête qu'Elihu Katz utilise pour expliquer l'adoption d'un nouveau médicament au sein d'une communauté de médecins (Menzel, Katz 1955).

<sup>3</sup> Ainsi, dans *The People's Choice*, les chercheurs comptaient identifier les leaders d'opinion en demandant aux personnes interrogées de les désigner elles-mêmes à partir d'un ensemble de questions. Un peu de la même manière, les dispositifs « name generator » demandent aujourd'hui à leurs enquêtés de leur désigner un certain nombre de personnes (en général trois) avec qui ils discutent de politique. Il leur est ensuite demandé de produire des informations concernant ces personnes (profession, lieu d'habitation, opinions politiques) et les discussions.

note très justement Nicolas Mariot (2010), il est peut-être fallacieux de penser que les rapports au politique qu'entretiennent les classes moyennes et supérieures soient moins ordinaires que ceux observés en milieu populaire. L'autre raison tient aux individus analysés par ces approches. Nous pensons qu'il est légitime de se demander si, bien souvent, les comportements observés sont réellement les faits de « citoyens ordinaires ». Il est en effet difficile d'arriver à observer un lieu aussi riche en interactions politiques que le café des *Old Timers* de Katherine Cramer-Walsh<sup>4</sup>. Difficile aussi d'imaginer que, même si elle était possible, l'observation d'un tel lieu de vie ne renvoie pas à des personnes bien singulières dans leurs habitudes et leurs comportements politiques. Les personnes que l'on observe dans ces cas-là sont bien souvent des citoyens engagés politiquement. Déployer une telle analyse suppose ainsi de cibler une population qui n'a rien d'ordinaire. Dans le cas contraire, le risque encouru est au final d'observer pas grand-chose. C'est exactement ce que Melissa Harris-Lacewell raconte lorsqu'elle fait le récit de la première tentative pour observer les discussions politiques ordinaires (2004, pp. 200-201). Melissa Harris-Lacewell<sup>5</sup> évoque les raisons de cet échec en quelques lignes. Hajj, la personne qui était propriétaire de *Truth and Soul*, le barbier où ont été observées les discussions ordinaires, est décrit comme un « entrepreneur politique » dans la mesure où les questions raciales, sociales et politiques ont un sens important pour lui et où il utilise l'espace sur lequel il exerce une influence évidente pour encourager ce type de discussions. Ce type « d'entrepreneur » était absent du paysage de chez *Smitty's*, le premier lieu où l'observation fut tentée sans succès. L'auteur conclut que l'expérience vécue chez *Smitty's* mène à penser que l'importance des espaces publics pour ce qu'elle appelle le « développement idéologique » reste latente en l'absence de ce type d'entrepreneur. Or, cela n'en pas certain et le premier échec de Melissa Harris-Lacewell s'explique peut-être par son incapacité à s'extraire d'un espace particulier et à ignorer les autres sphères où se déroulent peut-être les conversations. Ce qui l'emmène au passage à observer des discussions animées par un citoyen pas si ordinaire que cela.

Ces limites dans l'analyse de l'objet que l'on retrouve à la fois chez les analyses qualitatives et quantitatives ont orienté notre réflexion dans la mise en œuvre d'une méthodologie originale. Il s'agissait d'arriver à identifier de vastes réseaux de sociabilité sans pour autant s'enfermer dans l'écueil du déclaratif. Au cours de ces deux dernières années, nous avons demandé à dix de nos proches (parents proches et amis) de remplir et distribuer à deux reprises un questionnaire portant sur leurs opinions politiques à d'autres personnes issues de leur entourage, ces dernières ayant la possibilité de le distribuer à nouveau. Sans pour autant prétendre résoudre l'ensemble des problèmes méthodologiques liés à l'analyse des conversations informelles, ce dispositif « boule-de-neige » permet de mettre en lumière un ensemble de logiques qui échappent aux protocoles d'enquêtes plus traditionnels.

Ainsi, en faisant circuler un questionnaire, les personnes interrogées nous font découvrir un ensemble de liens, de réseaux de sociabilité. En laissant les différents enquêtés libres de faire circuler le questionnaire aux personnes de leur choix, ce protocole d'analyse crée une situation d'enquête où l'enquêté se transforme en enquêteur. Se développent ainsi diverses relations dont les logiques s'inscrivent dans le cadre d'échanges engageant des rapports au politique. En effet, nous prendrons le parti d'affirmer que la passation en boule-de-neige de questionnaires portant sur les comportements électoraux<sup>6</sup> est en soi un acte éminemment

---

<sup>4</sup> Katherine Cramer Walsh analyse notamment un groupe de retraités américains qui se réunissent tous les matins dans le même café où ils commentent régulièrement l'actualité politique.

<sup>5</sup> Pour étudier les conversations informelles à propos de la politique, Melissa Harris-Lacewell combine méthodes quantitatives et qualitatives. Elle met notamment au point un protocole d'observation ethnographique chez un barbier afro-américain de la banlieue de Chicago. Sa première tentative d'observation fut un échec. Dans le premier endroit ciblé, *Smitty's*, les discussions politiques étaient inexistantes. Elle se tourna alors vers un nouveau terrain d'observation, le barbier *Truth and Soul*.

<sup>6</sup> C'est ainsi que s'intitulent les questionnaires distribués.

politique. L'objectivation de ce protocole d'enquête, l'analyse de ce qu'il crée en termes de relations apportent au-delà des résultats statistiques produits, un regard pertinent sur ce qu'est une interaction politique. Nous ferons donc ici la présentation détaillée de ce dispositif d'enquête avant de revenir sur les apports de cette méthodologie et sur les pistes qu'elle suggère quant à l'étude des discussions politiques ordinaires.

### *Le dispositif d'enquête « boule-de-neige ».*

Les échantillons qui servent de base à cette enquête ont été constitués de la manière suivante. Dans un premier temps, 10 personnes issues de notre entourage direct ont été sélectionnées en fonction de leurs caractéristiques sociales, afin de toucher des milieux variés, mais avant tout sur la base d'un critère incontournable : la confiance. L'essentiel était de nous assurer que les personnes à la base du dispositif seraient suffisamment impliquées pour nous aider à mener à bien cette recherche. De fait, notre choix s'est porté sur certains de nos proches dont j'ai pu observer l'implication lors de la réalisation de trois « vagues » successives. En effet, il leur a été demandé par la suite de remplir le questionnaire et de le faire circuler à des personnes issues de leur entourage propre. Nous leur remettons des enveloppes contenant 6 questionnaires à ces 10 personnes. Elles avaient ensuite pour consigne de faire remplir l'un des questionnaires contenu dans l'enveloppe à une autre personne puis de lui demander de distribuer elle-même les cinq questionnaires restants. En tout, c'est donc au moins trois niveaux d'interconnaissances qui ont participé à l'enquête. Ce mécanisme a été répété à deux reprises, en 2009 et 2010. Au cours de ces deux « vagues », nous avons obtenu respectivement 599 et 550 réponses. A ce stade, il est intéressant de préciser que le taux de renouvellement des échantillons a été particulièrement élevé. Ainsi, sur les 599 personnes concernées par la vague de 2009, seules 181 se sont également vues remettre un questionnaire en 2010, soit un taux de renouvellement de 30%.

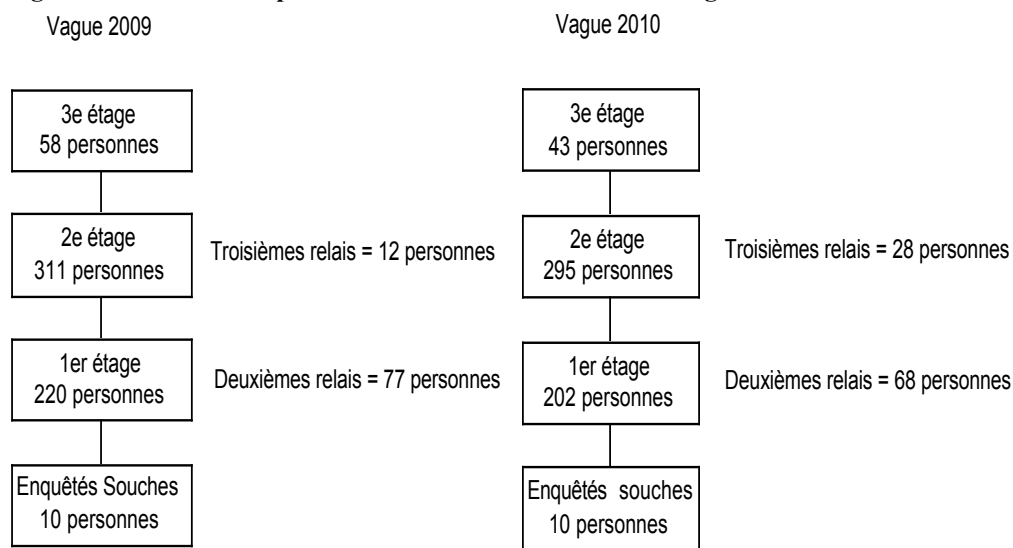
Il n'a pas été demandé aux individus de cibler précisément des personnes susceptibles d'être politiquement influentes. En effet, nous avons fait l'hypothèse que la relation d'influence pouvait être ignorée à la fois du sujet qui la subissait mais également du sujet qui en était l'auteur. Ainsi, ce dispositif visait à ne pas ignorer certaines influences « inconscientes » en demandant tout simplement aux personnes interrogées de faire circuler le questionnaire au sein de leurs entourages directs, sans ajouter de consigne supplémentaire. Cela suggère donc que les relations personnelles déterminantes quant au rapport au politique ne doivent pas être induites des indications données par les personnes interrogées mais déduites des observations réalisées au travers du dispositif.

Pour nous assurer que les individus étaient bien liés entre eux, et pour savoir avec qui, nous avons mis au point un système de codage permettant d'identifier des groupes de relations directes. Les individus de « premier niveau », que nous avons appelés « enquêtés souches », ont rempli un questionnaire codé de la lettre S, suivie d'un numéro de 1 à 10. Au second niveau, les questionnaires étaient codés par la lettre S, suivie du numéro correspondant à la personne de premier niveau qui les avait distribués, et d'une lettre de l'alphabet (par exemple, S1A ou S6F). Nous avons rajouté un chiffre aux questionnaires de troisième niveau (exemple, S1A1 ou S6F4) et une lettre minuscule aux éventuels questionnaires de quatrième niveau (S1A1a). On obtient ainsi une série de codes où l'on sait que le premier niveau de répondants (S+chiffre) est lié avec le deuxième niveau (S+chiffre+lettre), qui est lié lui-même au troisième niveau (S+chiffre+lettre+chiffre), ainsi de suite, en fonction des lettres et des chiffres utilisés pour chaque groupe. Afin de s'assurer que les répondants chargés de faire circuler les questionnaires remplissent bien celui qui leur était attribué, nous avons

accompagné chaque série d'une notice explicative<sup>7</sup> rappelant aux interviewés quel exemplaire ils devaient remplir (questionnaire codé de niveau 1, 2 ou 3) et la nécessité de distribuer eux-mêmes les questionnaires correspondant à leur série. Chaque enquêté souches a été « briéfé » afin d'éviter la multiplication des erreurs. À ce système de codage, nous avons intégré au sein du questionnaire toute une série de questions visant renseigner directement la nature et l'intensité de la relation. Il a par exemple été demandé à chaque répondant la nature du lien qui le reliait avec la personne qui lui avait transmis le questionnaire (amical, professionnel ou familial) ou encore la fréquence de l'interaction en temps normal.

En tout, le questionnaire a circulé sur trois étages, grâce à différents « relais » ayant fait circuler les questionnaires : les « enquêtés souches », les second relais et les troisièmes relais. La figure suivante illustre le processus de circulation du questionnaire ainsi que les différents « niveaux » d'individus impliqués dans le dispositif pour les deux vagues.

**Figure 1. Schéma du dispositif de circulation en « boule-de-neige ».**



Pour répondre aux besoins de l'enquête – l'analyse des conversations politiques – nos questionnaires étaient tous composés de quatre parties. La première concernait les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés (âge, sexe, profession, revenus, diplômes). La seconde se rapportait à leur positionnement et à leur investissement politique (positionnement sur l'axe gauche-droite, intérêt déclaré pour la politique, vote lors des dernières élections, suivi de l'actualité politique dans les médias). La troisième partie visait à obtenir des informations sur les comportements de leurs proches (opinions et votes des membres de leur famille, de leurs amis). Enfin, la quatrième partie était totalement consacrée à la relation créée par la passation du questionnaire. La personne qui recevait le questionnaire devait répondre à des questions concernant sa relation avec celle qui le lui avait donné : nature du lien (familial, amical, professionnel, de voisinage...), la fréquence habituelle de la rencontre, la fréquence à laquelle les deux personnes ont habituellement des discussions, la fréquence à laquelle les deux personnes ont habituellement des discussions à propos de la politique. Afin de pouvoir comparer les données obtenues au cours des différentes vagues, j'ai tenu à réutiliser les mêmes questions d'une année sur l'autre. Seule différence notable, la vague 2010 comporte des questions sensées évaluer la compétence des enquêtés à partir de questions ouvertes leur permettant de s'exprimer sur différents sujets de l'actualité politique<sup>8</sup>.

<sup>7</sup> Voir annexes.

<sup>8</sup> Il leur avait été demandé par questions ouvertes de donner leur opinion sur les sujets suivants : l'entrée de la Turquie au sein de l'Union Européenne, la politique environnementale menée par le gouvernement et la fiscalité

Le croisement des différentes données obtenues et le système de codage des questionnaires devait me permettre d'atteindre mes objectifs. Il s'agissait à partir de là de comparer les caractéristiques des différentes dyades identifiées en fonction de la nature et de l'intensité des liens qui les caractérisaient. En d'autres termes, l'objectif général était de déduire de la plus ou moins grande intensité des liens dyadiques – et notamment de la fréquence plus ou moins grande à laquelle les individus concernés par la relation disaient « discuter de politique » – la plus ou moins importante *homogénéité politique*<sup>9</sup> qu'affichaient les deux personnes en relation. En mettant à jour cette corrélation entre la nature d'une relation et son degré d'homogénéité politique, nous comptions faire la preuve de l'influence des interactions interpersonnelles sur les opinions politiques individuelles.

Ce schéma quelque peu mécanique s'avéra assez rapidement problématique. Dans un premier temps, il était évident que nous ne pouvions pas imputer à de l'influence interpersonnelle le fait que deux personnes en relation partagent les mêmes opinions ou votent pour les mêmes partis et les mêmes candidats. Cela posait notamment l'éternel problème du sens de cette relation. Les gens sont-ils en relation avec ceux qui leur ressemblent parce que la relation forge cette ressemblance ou bien parce qu'ils sont tout simplement attirés au premier abord par ceux qui reflètent leur propre image ? Assurément, ce schéma explicatif ne pouvait répondre à cette question. De fait, il ne pouvait être opérant pour apporter la preuve de l'influence des interactions sur les opinions politiques individuelles.

Dans un second temps, c'était la manière dont le dispositif méthodologique lui-même était envisagé qui posait problème. J'avais pris le parti de présenter l'enquête comme le résultat d'une méthode d'échantillonnage quantitative à partir de laquelle nous pourrions effectuer de vraies mesures de réseaux. Or, cet objectif s'est transformé, là aussi assez vite, en illusion. En effet, le fait que les « enquêtés souches » choisissent eux-mêmes les autres répondants introduit un biais évident qui fait que l'environnement d'une personne donnée ne peut être inclus dans son ensemble au sein de l'échantillon. D'autre part, ce biais se répète également aux autres niveaux du dispositif, lorsque les autres répondants font passer à leur tour le questionnaire, introduisant à leur suite d'autres critères de sélection. Cette question se posait d'autant plus que l'investissement quantitatif ne devait pas être le même selon les différents enquêtés. Il était par exemple attendu que les « enquêtés souches » fassent circuler le questionnaire à 15 personnes de leur entourage alors que ces 15 personnes devaient par la suite le donner à 5 autres personnes. On pouvait dès lors faire l'hypothèse selon laquelle le faible investissement des autres relais du dispositif multipliait les biais intervenants au moment de la sélection des unités additionnelles.

Plus important encore, la manière dont les résultats devaient ainsi être présentés faisait l'économie de répondre à plusieurs questions cruciales. Qui sont les personnes qui font circuler le questionnaire ? Il faut rappeler à ce stade que les « enquêtés souches » sont tous des personnes qui entretiennent avec moi un lien affectif – en d'autres termes, des « proches ». En quoi cela a-t-il eu une incidence sur l'enquête ? Leurs logiques de passation se démarquent-elles, de fait, radicalement de celles des autres relais ?

Il apparaissait donc nécessaire de s'intéresser plus précisément aux logiques qui guidaient les différents acteurs-relais de l'enquête au(x) moment(s) de choisir à qui ils allaient distribuer le questionnaire. Progressivement, il est devenu nécessaire que l'enquête débute comme une réponse à la question suivante : qu'obtient-on lorsque l'on demande à des proches et à leurs entourages de distribuer à certaines de leurs connaissances un questionnaire portant sur les comportements politiques ?

---

régionale.

<sup>9</sup> L'homogénéité politique est entendue ici comme la ressemblance des opinions politiques de deux individus entretenant une relation quelconque.

Dès lors, le recours à l'analyse qualitative est apparu comme le meilleur moyen de répondre à la question. J'ai donc réalisé des entretiens semi-directifs avec les différents relais de l'enquête<sup>10</sup>. Ces entretiens ont à la fois pour but d'approfondir les données statistiques obtenues via les questionnaires et de comprendre ce que le dispositif crée comme comportements. Ainsi, chaque « enquêté souche » a été interrogé sur son investissement dans l'enquête, sur ses logiques de distribution ou encore sur les rapports que celui-ci entretient avec les personnes qu'il choisit pour recevoir le questionnaire. Pensé comme un dispositif positiviste et quantitatif, le « boule-de-neige » s'est transformé en méthodologie fondamentalement qualitative, avec à son service, un outil quantitatif. Cet angle d'approche original s'est ainsi révélé porteur de résultats particulièrement intéressants quant à mon objet d'étude. Ce protocole d'enquête permet ainsi d'analyser les logiques de l'échange politique à partir de deux dimensions. D'une part, grâce aux données obtenues par questionnaire. D'autre part, grâce à l'analyse de la situation d'enquête.

L'analyse des données obtenues grâce aux deux échantillons boule-de-neige montre en effet un lien entre la politisation des différents « relais » de l'enquête et leur propension à distribuer le questionnaire à des personnes leur ressemblant politiquement. Ainsi, en 2009, les « relais » qui se déclaraient très intéressés par la politique avaient distribué le questionnaire à seulement 34% de personnes ne partageant pas leurs opinions politiques. La même année, ce chiffre s'élevait à 46% pour les « relais » se déclarant pas du tout intéressés par la politique. En 2010, ces chiffres étaient respectivement de 18% pour les plus politisés et de 51% pour les moins politisés.

L'étude de ces logiques de circulation illustre ainsi la tendance qu'on eu, de manière générale, les différents « relais » de l'enquête à s'adresser en priorité à des proches et, selon la force du rapport qu'ils entretiennent avec la politique, à des individus possédant les mêmes opinions qu'eux. Cette tendance à l'homophilie peut cacher plusieurs réalités concernant les caractéristiques politiques mais aussi sociales des environnements dans lesquels évoluent les citoyens ordinaires. Ainsi, la plus grande tendance à l'homophilie affichée par les plus politisés de nos « relais » peut traduire le fait que ces derniers évitent plus que les autres les opinions divergentes par peur du conflit. Cela peut également refléter le fait que les plus politisés évoluent dans des univers sociaux plus homogènes politiquement que les autres. Autant d'hypothèses et de pistes de recherche que nous donne à voir l'analyse ethnographique de cette méthodologie d'enquête particulière qu'est ce dispositif « boule-de-neige ».

Si la passation de questionnaires portant sur les comportements électoraux est en soi un acte politique alors on peut avancer l'idée que les logiques qui caractérisent cet échange se rapprochent de celles qui guident habituellement la discussion politique. Aussi, à la lumière des résultats obtenus grâce à l'analyse de la situation d'enquête, nous pouvons envisager l'étude de nos données obtenues par questionnaire.

### ***La discussion politique comme témoin de différents rapports au politique.***

Parler de politique dans l'intimité en dehors des périodes de campagnes à forte intensité médiatique n'est pas quelque chose de commun. Lors de notre première vague d'échantillonnage, seulement 12,4% des personnes interrogées déclaraient parler souvent de politique avec la personne qui leur avait distribué le questionnaire. À la même question, 40,4% déclaraient en parler de temps en temps et 41% disaient ne jamais en parler. Les chiffres furent similaires lors de la vague d'échantillonnage réalisée en 2010. Sur les 550 personnes interrogées, 13,5% disaient parler de politique au moins une fois par jour avec la

---

<sup>10</sup> J'ai réalisé à ce jour 23 entretiens auprès de 20 des « relais » de l'enquête. Trois des « enquêtés souches » ont été interrogés à deux reprises, notamment pour approfondir certains points que j'aborderai par la suite. Ici, la proximité facilite grandement la reconduction des entretiens si besoin est.

personne qui leur avait distribué le questionnaire et 48% déclaraient pratiquement ne jamais en parler<sup>11</sup>.

Néanmoins, comme le laissait penser l'analyse des logiques de distributions des questionnaires, il est possible de faire sur ce point une distinction entre les individus selon la nature de leur rapport à la politique. Ainsi, les chiffres produits lors des différentes vagues de questionnaires dévoilent un lien assez fort entre l'intérêt pour la politique affiché par une personne et la fréquence à laquelle elle déclare avoir des discussions à propos de la politique. Si l'on observe les chiffres issus des deux échantillons et que l'on opère une distinction entre les enquêtés les plus intéressés par la politique et les moins intéressés on peut se rendre compte de la prégnance de ce rapport :

**Tableau 1 : Politisation et discussions politiques.**

Fréquence de la discussion politique <sup>12</sup>	Enquêtés très intéressés par la politique		Enquêtés pas du tout intéressés par la politique	
	Souvent	Jamais	Souvent	Jamais
Vague 2009	21,8%	30,5%	9,3%	53,5%
Vague 2010	17%	36,8%	4,8%	52,4%

On comprend mieux l'existence de ce rapport lorsque l'on s'intéresse aux réalités que recouvre effectivement la notion de discussion politique. En effet, selon la nature du rapport qu'une personne entretient avec la politique, cette notion peut revêtir des formes très diverses. Prenons le cas de C., 56 ans, directrice générale d'une association militante pour garantir l'accès citoyen aux sourds et aux muets. Au cours de l'entretien que nous avons eu avec elle, elle se montrait capable de produire des analyses assez sophistiquées concernant le monde politique. Notamment, elle met en relation son propre positionnement avec une analyse assez fine de la sphère politique en général :

*« Il fut un temps, j'avais des vraies valeurs de gauche. Aujourd'hui, ça devient difficile. Je reprendrai les mots d'Anne Roumanoff : si Strauss Khan se présente, qui y aura comme candidat à gauche ? La montée des extrêmes ne m'effrayait pas tant qu'elle était la marque d'un désaccord. Aujourd'hui, c'est la marque d'une adhésion. Y a-t-il des valeurs de gauche et de droite ? N'y a-t-il pas interpénétration des valeurs ? Par exemple, le gouvernement aujourd'hui fait une politique keynésienne. N'y a-t-il pas à redéfinir ce qu'est un parti politique ? [Elle fait référence à Platon] Je ne défends pas les valeurs du libéralisme, ni du communisme, ni des extrêmes, mais ai-je des valeurs de gauche ou de droite ? Cette question, je me la pose aussi dans ma gestion de l'association... »*

Cela traduit un rapport au politique assez étroit, que l'on retrouve également dans les formes que prend son investissement dans la sphère publique. Ainsi, C. dit s'être rarement abstenu de voter au cours de sa vie d'électrice. De plus, elle témoigne un sentiment de malaise lorsqu'il s'agit de revenir sur les scrutins auxquels elle n'a pas participé :

*« Les rares fois où je n'ai pas voté, c'est que je ne pouvais pas matériellement, que je*

<sup>11</sup> En 2009, à la question « Avec la personne qui vous a distribué le questionnaire, vous parlez de politique », nous avons choisi les modalités de réponse suivantes : souvent, de temps en temps, jamais. En 2010, les réponses à cette question étaient les suivantes : plusieurs fois par jour, au moins une fois par jour, au moins une fois par semaine, au moins une fois par mois, moins d'une fois par mois. Nous considérerons que les deux premières réponses potentielles de 2010 correspondent à la réponse « souvent » de 2009 et que la dernière réponse possible de 2010 correspond à la réponse « jamais » de 2009.

<sup>12</sup> Il s'agit de la fréquence de la discussion politique avec la personne qui leur a distribué le questionnaire.

*n'étais pas dans la bonne ville. Mais à chaque fois, ça m'a touchée. »*

Ainsi, chez elle, la conversation politique s'apparente à un échange clivé, où la propension à monter en généralité n'est pas rare et où l'on ressent un fort investissement personnel :

*« Avec mes sœurs, on parle de la politique, des faits de société, de notre responsabilité dans son évolution. Avec les amis, on parle beaucoup politique. La politique sociale, son implication. Avec des personnes qui sont plus ou moins du même bord que moi, à gauche... »*

Si l'on compare maintenant ce profil avec celui de J., 23 ans, étudiante en troisième année de biologie. Elle affirme que la politique ne l'intéresse pas et ne manque pas de souligner son incompetence sur le sujet :

*« Je me sens de gauche mais je n'y connaît rien. J'ai très peu de gens de droite autour de moi. Quand on est capitaliste, on est de droite ? »*

On s'aperçoit également que lorsqu'elle parle de politique, J. s'appuie sur des repères issus de son environnement direct. Ainsi, J. est d'origine béninoise. Son père est né au Mali dans une famille originaire de Porto Novo et est arrivé en France à l'âge de 18 ans. Au cours de l'entretien, J. met régulièrement en rapport son positionnement politique ou celui qu'elle attribue à ses proches avec ces éléments personnels :

*« Dans ma famille, ils sont à gauche. Ils ont voté à gauche aux dernières élections, celles avec Sarko et Ségolène, quand j'étais en médecine. En plus, mon père est noir alors je le vois mal voter à droite. La gauche, ils sont pour que tout le monde ait une chance de réussir. La droite c'est l'élitisme, c'est contre l'immigration. »*

Derrière ce rapport à la politique se cache une conception bien plus restrictive de la conversation politique que chez C. Ainsi, pour J., les occasions de discuter à propos du monde politique avec ses pairs sont rares :

*« Parler politique, c'est parler d'actualités, ce qu'on en pense, du président, des élections, des nouvelles lois votées. Avec mes amis, on parle parfois de politique mais très peu. Avec les amis que je connais depuis plus de deux ou trois ans on en est venu à en parler un jour ou l'autre. Avec mon copain, on n'en parle jamais. Il est « Vert ». Je crois qu'on en a parlé avec sa mère qui est très « bio ». Elle m'a dit : « nous, on vote chez les verts ». Il me l'a confirmé. Mais sinon, on n'en parle jamais. Dans ma famille, c'est rien de profond, que du succinct. »*

Ces deux profils différents, qui correspondent en quelque sorte à deux positions sur un continuum d'investissement politique (Gaxie 2002), révèlent donc différentes formes d'échanges discursifs à propos de la politique. Le fait le plus marquant à nos yeux est le potentiel conflictuel que peut revêtir la discussion politique lorsqu'elle concerne une personne qui affiche un rapport étroit à la sphère politique.

### ***Des espaces aux logiques d'échanges diverses.***

L'importance de la prise en compte des rapports des individus à la politique est également pertinente pour comprendre la manière dont se déroulent les discussions au sein des différents

espaces de sociabilité. De manière générale, ces espaces sont marqués par l'intimité des relations qui s'y nouent habituellement. Ces deux tableaux détaillent la fréquence à laquelle les répondants des vagues 2009 et 2010 disent discuter de politique au sein de différents espaces de socialisation<sup>13</sup>.

**Tableau 2 : Espaces où se déroulent les discussions politiques (V.2009)**

	<b>Jamais</b>	<b>De temps en temps</b>	<b>Souvent</b>	<b>Sans réponse</b>	<b>Total</b>
<b>Famille</b>	12% (69)	57% (342)	29% (175)	2% (12)	100% (599)
<b>Amis</b>	36% (214)	41% (247)	10% (61)	13% (77)	100% (599)
<b>Travail</b>	13% (76)	58% (349)	25% (148)	4% (26)	100% (599)
<b>Voisins</b>	65% (391)	26% (153)	3% (20)	6% (35)	100% (599)

**Tableau 3 : Espaces où se déroulent les discussions politiques (V.2010).**

	<b>Jamais</b>	<b>De temps en temps</b>	<b>Souvent</b>	<b>Sans réponse</b>	<b>Total</b>
<b>Famille</b>	10% (54)	53% (284)	33% (178)	4% (24)	100% (540)
<b>Amis</b>	15% (78)	57% (309)	24% (131)	4% (22)	100% (540)
<b>Travail</b>	20% (154)	37% (201)	29% (109)	14% (76)	100% (540)
<b>Voisins</b>	56% (300)	25% (136)	12% (64)	7% (40)	100% (540)

Parmi les différents espaces de socialisation, c'est toujours au sein de la famille que les répondants déclarent discuter « souvent » de politique. C'est aussi l'espace où l'on déclare le moins souvent ne jamais parler de politique.

À l'inverse, c'est toujours au sein du voisinage que l'on déclare parler « jamais » de politique. Concernant les amis et les collègues de travail, les réponses peuvent paraître différentes selon les deux vagues. Le rapport semble même s'inverser si l'on compare les pourcentages et les chiffres bruts correspondant aux cases « jamais » et « de temps en temps ». Pourtant, quand on demande aux enquêtés s'ils discutent souvent de politique avec leurs collègues de travail, le pourcentage est toujours plus élevé que lorsque l'on pose la même question à propos des amis (25% contre 10% en 2009 ; 29% contre 24% en 2010). On peut déduire de ces chiffres que le monde du travail est l'espace où se déroulent le plus de discussions à propos de la politique, après la famille. Cet aspect apparaît néanmoins plus nettement lors de la vague de 2009. Il est possible d'avancer plusieurs explications à ce revirement au cours des deux vagues.

D'une part, parce que le pourcentage de « sans réponse » a très largement augmenté d'une vague à l'autre concernant les discussions avec les collègues de travail. On comprend cette augmentation lorsque l'on s'aperçoit que l'âge moyen de la vague 2010 est bien supérieur à l'âge moyen de la vague 2009 (48 ans contre 43). En conséquence, la part qu'occupent les retraités dans la seconde vague est sensiblement supérieure (22% contre 14%). De fait,

<sup>13</sup> Ces tableaux se lisent en lignes. Chaque pourcentage correspond à une part de la population totale. Entre parenthèses se trouvent les chiffres bruts.

l'augmentation des « sans réponses » peut s'expliquer par le fait que les retraités sont plus nombreux dans la vague 2010, sachant que ces derniers ne répondent bien évidemment pas à la question « vous arrive-t-il de parler de politique avec vos collègues de travail ? »

D'autre part, parce que globalement, la vague 2010 est plus politisée que la vague 2009 comme le montre le tableau suivant :

**Tableau 4 : Intérêt déclaré pour la politique.**

	<b>Pas du tout</b>	<b>Très peu</b>	<b>Un peu</b>	<b>Beaucoup</b>	<b>Sans réponse</b>
<b>V. 2009</b> <b>(599)</b>	7% (43)	17% (102)	46% (274)	29% (174)	1% (6)
<b>V. 2010</b> <b>(540)</b>	4% (21)	13% (69)	47% (256)	34% (182)	2% (12)

Cette différence de politisation est tout à fait intéressante puisqu'en croisant les chiffres obtenus dans les tableaux 1 et 2 avec le niveau d'intérêt que les enquêtés des deux vagues disent avoir pour la politique, on constate que ceux qui disent parler souvent de politique sont toujours des personnes assez ou très politisées, quels que soient les espaces de socialisation concernés. Plus intéressant encore, lorsque l'on regarde le niveau de politisation des individus qui disent parler souvent de politique avec leurs amis, on peut voir qu'il est pour les deux vagues plus élevé que ceux des personnes qui parlent de politique dans les autres espaces de socialisation (exception faite du voisinage pour la vague 2009). En d'autres termes, ceux qui discutent de sujets politiques avec leurs amis sont surtout des personnes très intéressées par la politique. Ainsi, le revirement observé entre les deux vagues quant à l'importance de la sphère amicale comme espace où se déroulent des conversations à propos de la politique peut s'expliquer par une différence du niveau de politisation des deux échantillons.

De manière générale, selon les premiers entretiens menés, la discussion politique se fait de manière différente selon les espaces de sociabilité.

Au sein du milieu professionnel, les gens parlent souvent de politique, mais de manière détournée. Ainsi, si les individus expriment leurs préférences au cœur des discussions, cela se fait toujours de manière indirecte, et chacun est exposé aux opinions des autres sous la forme d'indices oraux voire même physiques.

Au sein de la famille, la discussion et les échanges politiques se font de manière plus directe. C'est ainsi au sein des milieux familiaux que la circulation du questionnaire a posé généralement le moins de problèmes. Chacun y expose ses opinions de manière plus directe, même s'il s'agit surtout d'un constat général.

On ne saurait oublier toutefois de prendre en considération les différents niveaux d'investissement politique pour comprendre concrètement comment se déroulent les conversations politiques au sein de ces espaces.

Ces dernières se déroulent dans des espaces plus larges lorsque l'investissement politique de ceux qui les pratiquent est plus poussé. Ainsi, on a vu que les discussions politiques entre amis hors milieu professionnel étaient bien plus rares chez les moins investis. Les relations sont alors construites sur d'autres référents. Ce n'est qu'avec les amis que l'on côtoie régulièrement, notamment sur le lieu de travail, que les occasions de parler de politique se présentent. Pour autant, elles ne sont pas nombreuses.

C'est ce que l'on retrouve avec A., infirmière à la retraite née en 1952. Elle n'a pas eu le baccalauréat mais a pu rentrer en école d'infirmière par années d'ancienneté d'où elle est sortie diplômée. Elle explique qu'étant issue d'un milieu modeste, elle « ne voit donc pas comme [elle] aurait pu être de droite. Elle dit avoir toujours voté à gauche bien qu'elle est été « tentée de voter Bayrou en 2007 ». Elle a souvent manifesté pour des causes en rapport avec son activité professionnelle : salaire des infirmières, réforme(s) des retraites. Lorsqu'elle évoque les personnes avec qui elle discute de politique, voici ce qu'elle répond :

« De politique, j'en parle avec ma famille et encore, pas avec tout le monde et pas tout le temps. Avec mes frères et mes sœurs, de temps en temps... Avec M., quand il y a des faits-divers. Mais ce n'est pas de la politique. C'est juste des avis. Je pense qu'on parle de politique quand on est proche. Quand tu rencontres quelqu'un, tu parles d'autres choses. Du travail... Au travail, il fallait avoir un moment de pause pour en parler. Et puis un fait-divers. Un élément déclencheur. Je pense que ceux qui parlent de politique sont déjà dans le milieu. Nous, au moment des élections, on en parle un peu plus. Avec S. et J.M., on se demandait la dernière fois qui allait représenter le PS. On a discuté de ça parce qu'on regardait la télé et qu'ils parlaient de Strauss Kahn. Avec les amis, c'est avec les amis proches. Au moment des élections. Dans une soirée où on fait la fête, on parlera plutôt boulot. »

La dimension conflictuelle des discussions étant moins affirmée chez les moins investis, le fait de côtoyer des personnes qui ne partagent pas les mêmes opinions politiques ne s'avère pas si problématique. Le désaccord idéologique, précisément parce que, bien souvent, les relations ne sont pas bâties sur des valeurs politiques, est régulièrement compensé par des justifications affectives. Par exemple, A., qui se dit « plutôt à gauche » dit de son amie Y. avec qui elle a travaillé pendant 20 ans, qu'elle « est FN alors que c'est une fille super gentille », avant de préciser : « Mais ça ne me gêne pas. Parce que ça n'est pas moi. Je ne vais pas changer les gens ».

Ce n'est alors que dans les sphères les plus intimes de l'existence que l'opposition politique devient un problème et peut aboutir à du conflit. On remarque également que quand il y a un conflit, celui-ci naît d'une opposition sur des thèmes particulièrement tabous, comme le vote FN par exemple. En général, les conflits sont systématiquement évités lorsqu'ils sont susceptibles de troubler un moment précis de sociabilité.

Sœur de A., V., 49 ans, est titulaire d'un DUT biologie. Elle aussi se situe « plutôt à gauche » et déclare fréquenter beaucoup de personnes « démotivées par les politiques ». Dans son entourage, beaucoup de ses amies ne partagent pas ses idées politiques. Elle arrive cependant à outrepasser ce désaccord, un peu à la manière d'A. :

« M.F est plutôt à droite. M.J. est pied-noir et proche du FN. M.C. aussi. Les autres, j'en sais rien. Mais ce ne sont que des suppositions. Parce qu'on n'en parle pas. Nos relations ne sont pas basées là-dessus. Je ne leur en veux pas. »

En revanche, son discours change radicalement lorsqu'il s'agit d'évoquer son mari, F.A. Il a 50 ans, n'a pas de diplôme et travaille en tant qu'artisan électricien. S'abstenant régulièrement, il se dit prêt à voter Marine Le Pen en 2012 et les discussions qu'il a avec ses collègues de travail l'incitent à le faire. Récemment, il a fait part de cette idée à V. dont la réaction est venue signifier un désaccord strict :

« La dernière fois, il disait qu'il voulait voter Le Pen. Je lui ai dit « honte à toi si tu votes Le Pen ». Je l'empêcherai d'y aller. Il vaut mieux qu'il n'y aille pas. [F.A.], ça m'énerverait qu'il vote FN parce que c'est chez moi. »

À l'inverse, lorsque les rapports à la politique sont beaucoup plus étroits, cette dimension conflictuelle de la discussion politique prend tout son sens. Quand il s'agit de relations préétablies, qu'elles soient amicales ou familiales, le conflit va s'apparenter à un rappel à l'ordre censé ramener l'individu déviant dans le droit chemin. Quand il s'agit de relations moins franches, on constate tout simplement un évitement des opinions divergentes.

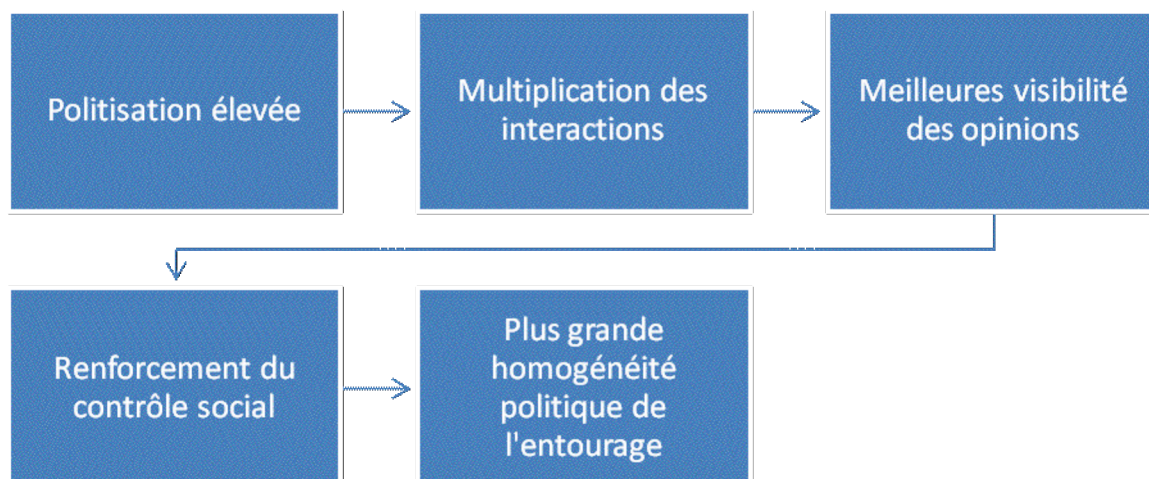
Pour illustrer cela, reprenons le cas de C. évoqué précédemment. Elle dit « choisir » dorénavant les personnes avec qui elle va discuter de politique, parce que ce sont « des interlocuteurs qui [lui] ressemblent ». Elle évoque également un épisode qui illustre chez elle le potentiel conflictuel de la discussion politique. Lors des élections présidentielles de 2002, alors qu'elle est à l'étranger, elle apprend l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour. Ce

résultat est un véritable choc pour elle. Dans un même temps, elle apprend que son père compte s'abstenir, lui qui refuse de voter aussi bien pour Jacques Chirac que pour Jean-Marie Le Pen. Revenue en France pour voter, elle le rencontre pour lui faire part de son avis à ce sujet :

*« En 2002, on était sous le choc. J'ai forcé mon père à voter Chirac. Il est communiste. Il voulait s'abstenir. J'ai été affreuse avec lui et le reste de la famille. Je leur ai dit : Le Pen, ça ne vous fait pas penser à un truc qui s'est passé en 1940 ? [Elle précise que des membres de sa famille avaient porté l'étoile jaune] Si vous ne votez pas Chirac, vous me ferez porter l'étoile jaune. Vous produirez de l'exclusion envers moi. Vous n'entendrez plus parler de moi. »*

Une des hypothèses les plus couramment admises est que les opinions les moins structurées sont moins sujettes d'être influencées par le contexte social (Huckfeldt 1986, 62). Les données de l'enquête tendent à confirmer cette hypothèse. L'interaction sociale produirait donc ses effets politiques avant tout auprès des plus politisés. Cela se retrouve au sein de tous les groupes considérés, qu'il s'agisse d'amis, de relations professionnelles ou de voisins. D'une manière générale, les plus politisés seraient donc plus réceptifs aux effets de l'interaction que les autres. A ce sujet, Huckfeldt et ses collègues écrivent : «Partisans may associate with others who are politically sympathetic, or strong partisanship may be unable to survive in a politically hostile micro-environment, or some combination of both processes may be at work » (Zuckerman, 2005). L'hypothèse du « contrôle social » se révèle ainsi particulièrement intéressante. Elle permettrait d'expliquer la grande tendance à l'homophilie politique que l'on retrouve chez les plus politisés.

En multipliant les discussions politiques avec leurs proches, les plus politisés rendent leurs opinions plus visibles. Cette visibilité joue un rôle déterminant. Ainsi, leur tendance à l'homophilie politique peut s'expliquer parce que par le biais de l'interaction, une sorte de contrôle social peut s'exercer, entraînant une mise en conformité des opinions de l'individu avec les tendances majoritaires de son entourage. Ce que résume le schéma suivant :



**Figure 2 : Le contrôle social par la discussion informelle.**

Pour les moins politisés, en revanche, ce contrôle social est moins dense, plus diffus, car les occasions au cours desquelles il pourrait s'exercer – les interactions « politiques »<sup>14</sup> - sont sans doute plus rares. Ainsi, si l'interaction produit des effets sur un plan politique, elle est très largement conditionnée socialement. En effet, elle semble se révéler efficace au sein des milieux où les rapports à la politique sont plus distants.

**Conclusion : communications horizontale et verticale.**

Si l'on prend en considération les remarques que nous venons de formuler, quels rôles les phénomènes de communication horizontale peuvent-ils jouer dans les processus de communication politique « *Top-Down* » et de mobilisation électorales. Notre terrain ne s'inscrivant pas au cours de périodes de campagne à forte intensité médiatique, nous voudrions avant tout avancer quelques hypothèses de recherche sur le sujet plutôt que de nous lancer dans des conclusions hâtives.

Les résultats de *The People's Choice* (Lazarsfeld, Berelson, Gaudet 1948) avaient, alors de manière surprenante, souligné à quel point les messages médiatiques émis au cours de la campagne avaient des. Le modèle du *Two-Step Flow of Communication* montrait qu'en réalité, la communication politique horizontale, c'est-à-dire les échanges d'informations entre individus appartenant aux mêmes groupes primaires, supplantait la communication verticale – ou médiatique – lorsqu'il s'agissait de faire en sorte que les citoyens aillent voter. Ce schéma si particulier s'articulait autour de la figure du leader d'opinion, individu plus intéressé par la campagne, attentif aux messages médiatiques qu'il décrypte et retransmet aux personnes de son entourage.

Depuis, le contexte médiatique a, bien entendu, changé. Radicalement. L'époque du paradigme de Columbia était celle de l'explosion de la radio. Depuis, la télévision et Internet se sont ajoutés au paysage médiatique. En 1986, Robinson et Levy constataient que le public Américain désignait la télévision comme la première source d'information politique, et ce taux augmentait depuis les années 1950 (Robinson, Levy 1986). Ces constatations peuvent aussi être faites concernant le cas français. Ceci étant, on peut légitimement s'interroger sur la pertinence actuelle du paradigme des effets limités. D'ailleurs, lorsqu'au début des années 1980 les travaux sur les discussions politiques ont été remis au goût du jour (Huckfeldt 1986), ce fut en laissant de côté le concept de leadership d'opinion. Aujourd'hui, rares sont les travaux faisant référence de manière explicite à cette notion (Weiman 1991).

Pour ne parler que de la vague 2010, les chiffres que nous avons obtenus penchent plutôt en faveur d'un rapport plus direct aux médias :

**Tableau 5 : Fréquence du suivi de l'actualité politique selon les médias (V.2010).**

Fréquence Média	Tous les jours	Plusieurs fois par semaine	Moins d'une fois par semaine	Jamais	Sans réponse
<b>Presse</b>	33,1%	28,7%	22,8%	14,6%	0,7%
<b>Radio</b>	36,5%	25,6%	18%	19,1%	0,9%
<b>Télévision</b>	41,1%	30,6%	18%	9,6%	0,7%
<b>Internet</b>	16,7%	13,1%	19,8%	40,2%	10,2%
<b>Moyenne médias</b>	31,8%	24,5%	19,7%	20,9%	3,1%

<sup>14</sup> Il est probable que les micro-pressions sociales qui poussent un individu à adopter telle ou telle préférence politique s'exercent au travers de rapports très éloignés du monde « politique », surtout au sein des milieux non politisés.

Pour autant, il est encore possible de faire une distinction à ce niveau en fonction de l'intérêt déclaré pour la politique :

**Tableau 6 : Fréquence du suivi de l'actualité politique selon les médias et le niveau de politisation (V.2010).**

Fréquence	Tous les jours		Plusieurs fois par semaine		Moins d'une fois par semaine		Jamais		Sans réponse	
	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-
Politisation <sup>15</sup> Média										
<b>Presse</b>	62,1%	0%	25,8%	0%	7,1%	42,9%	4,9%	57,1%	0%	0%
<b>Radio</b>	54,4%	4,8%	17,6%	4,8%	11,5%	33,3%	15,9%	57,1%	0,5%	0%
<b>Télévision</b>	63,7%	9,5%	22%	4,8%	9,3%	38,1%	4,9%	47,6%	0%	0%
<b>Internet</b>	34,1%	0%	21,4%	4,8%	13,2%	23,8%	24,7%	57,1%	14,3%	6,6%
<b>Moyenne Médias</b>	53,6%	3,6%	21,7%	3,6%	10,3%	34,5%	12,6%	54,7%	3,7%	1,7%

Au regard de ce dernier tableau, on voit bien qu'une différence assez nette peut s'établir entre les plus politisés et les moins politisés. La consommation d'informations ayant un lien avec l'actualité politique serait donc toujours conditionnée par l'intérêt déclaré pour la politique.

Si les environnements sont homogènes, si les plus investis côtoient les plus investis et que ce sont eux qui suivent le plus les actualités politiques dans les médias, alors le schéma traditionnel du *Two-Step Flow* s'en trouve bouleversé.

Peut-on pour autant mettre de côté la notion de leader d'opinion ? S'il semble difficile à ce jour d'identifier des relais d'information dans les milieux où l'investissement politique est plus faible, ça n'est pas le cas dans les milieux où cet investissement est plus fort. En 2002, lorsqu'elle apprend que Jean-Marie Le Pen accède au second tour des élections présidentielles, C. le vit comme un véritable choc. Sans nul doute, le rapport étroit qu'elle entretient avec le monde politique explique en grande partie ce violent ressenti. Néanmoins, on voit aussi dans cet épisode que sa sensibilité à l'information médiatique – qui plus est à l'étranger – vient renforcer ce sentiment. C'est ce qu'elle exprime ici :

*« Au premier tour, je n'avais pas voté. J'étais à l'étranger et j'avais d'autres préoccupations. Je n'ai pas fait de procuration car la seule personne qui votait dans le même bureau que moi ne partageai pas mes opinions. J'ai eu la vision de la France à l'étranger lors du second tour. Notamment dans les médias. On me posait aussi plein de questions. Je me trouvais face à des quolibets. Les questions étaient peu reluisantes. »*

Dans un milieu où l'interaction sociale produit des effets conséquents, les messages médiatiques (concernant l'actualité politique) parviennent à créer un véritable effet mobilisateur.

Dans ces contextes, le leader d'opinion apparaît comme une source d'information mais aussi comme une figure en capacité d'exercer ou de relayer la pression sociale du groupe et à créer du conflit autour de questions identifiées conjointement comme politiques. On se rapproche un peu de la définition que Weiman (1991) avait donné de la notion d'influent. Pour lui, les influents présentent les caractéristiques traditionnelles des leaders d'opinion. Cependant, contrairement à ces derniers, les influents seraient concentrés dans les franges les plus politisées de la population.

À l'inverse, l'information médiatique est utilisée différemment dans les autres milieux où les rapports à la politique sont plus friables. Si elle sert régulièrement comme base de la discussion, elle n'est pas forcément utilisée comme un outil de mobilisation.

A. nous explique que lorsqu'elle parle de politique, c'est souvent avec ses anciennes

<sup>15</sup> Le + représente les enquêtés ayant déclaré être très intéressés par la politique. Le – représente ceux ayant déclaré que la politique ne les intéressait pas du tout.

collègues de travail, devenues des amies. Lorsqu'elle revient sur les discussions qu'elle avait lors de ses pauses déjeuner elle évoque les informations véhiculées par les médias comme éléments déclencheurs de la discussion :

*« Au travail, il fallait avoir un moment de pause pour en parler. Et puis un fait-divers. Un élément déclencheur. »*

Toutefois, si l'information devient prétexte à la discussion, cela n'abouti pas à des prises de positions clivantes. Peut-être parce que pour A., « ce n'est pas de la politique,c'est juste des avis ».

Le rapport que des personnes moins investies entretiennent vis-à-vis de l'information médiatique explique également l'absence de réels processus de mobilisation. V. témoigne par exemple de sa méfiance par rapport aux médias, qu'elle utilise tout de même comme sources d'informations susceptibles de nourrir une discussion politique :

*« Avec la famille, on rebondit sur des choses qu'on voit à la télé. Ça fait partie mais on est plus spectateurs. Tu ne peux pas te faire une idée avec la télé. Tu as des chaînes très orientées comme TF1... »*

Ainsi, dans le cadre des processus de communication politique verticaux, les logiques sociales d'échanges des idées « politiques » créent des effets différents selon les individus et les milieux. Il est probable que c'est dans les environnements où les rapports à la politique sont les plus développés que les phénomènes de mobilisation par le biais de l'information médiatique soient les plus efficaces.

Pour autant, ces résultats s'inscrivent dans un contexte précis, non marqué par une période de forte médiatisation politique autour d'une campagne de niveau national. Ainsi, les élections présidentielles de 2012 apparaissent comme une bonne occasion de confirmer ou d'infirmer ces hypothèses, mais aussi de faire une distinction précise entre les différents contextes d'exposition médiatique.

## Bibliographie.

- ❖ Berelson Bernard, Lazarsfeld Paul et McPhee William. (eds.), *Voting: a Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Chicago, Chicago University Press, 1968 (1<sup>ère</sup> ed. 1954).
- ❖ Braconnier Céline, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Cergy-Pontoise, Lextenso Editions, 2010.
- ❖ Braud Philippe, *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 2002.
- ❖ Gastil John, *Political Communication and Deliberation*, Los Angeles, CA, Sage, 2008.
- ❖ Goulet Vincent, *Médias et classes populaires. Les usages ordinaires des informations*, Bry sur Marne, INA Editions, 2010.
- ❖ Harris-Lacewell M. V., *Barbershops, Bibles and BET. Every-Day Talk and Black Political Thought*, Princeton, Princeton University Press, 2004.
- ❖ Huckfeldt Robert, Johnson Paul E., Sprague John, *Political disagreement*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.
- ❖ Huckfeldt Robert, *Politics in Context : Assimilation and Conflict in Urban Neighborhoods*, New York, Agathon Press, 1986.
- ❖ Katz Elihu, « The Two-Step Flow of Communication : An Up-to-Date Report on an Hypothesis », *Public Opinion Quarterly*, vol. 21, n°1, Winter 1957, pp. 61-78.
- ❖ Lazarsfeld Paul F., Katz Elihu, *Influence personnelle*, Paris, Armand Colin, 2008 (1<sup>ère</sup> ed. 1955).
- ❖ Lazarsfeld Paul, Berelson Bernard, Gaudet Hazel, *The People's Choice. How the Voter Makes up his Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press, 1948 (1<sup>ère</sup> ed. 1944).
- ❖ Mariot Nicolas, « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix*, vol. 23, n°92, 2010, pp. 167-194.
- ❖ Menzel Herbert, Katz Elihu, « Social Relations and Innovation in the Medical Profession. The Epidemiology of a New Drug », *Public Opinion Quarterly*, vol.15, n°4, Winter 1955-1956, pp. 337-352.
- ❖ Merton Robert K., *Social Theory and Social Structure*, New York-London, The Free Press-Collier MacMillan, 1965 (1<sup>ère</sup> ed. 1957).
- ❖ Mutz Diana C., « The Consequences of Cross-Cutting Networks for Political Participation », *American Journal of Political Science*, vol.46, n°4, October 2002, pp.838-855.
- ❖ Robinson John P., Levy Mark R., « Interpersonal Communication and News Comprehension », *Public Opinion Quarterly*, vol. 50, n°1, Spring 1986, pp. 160-175.
- ❖ Walsh Katherine Cramer, *Talking About Politics. Informal Groups and Social Identity in American Life*, Chicago, The University of Chicago Press, 2004.
- ❖ Weiman Gabriel, « The Influentials : Back to the Concept of Opinion Leaders ? », *Public Opinion Quarterly*, vol. 45, n°2, Summer 1991, pp. 267-279.
- ❖ Zuckerman Alan S., *The Social Logic of Politics. Personal Networks as Contexts for Political Behavior*, Philadelphia, PA, Temple University Press, 2005.